

Hôpital d'Orsay (suite)

et Orsay, qui disparaîtront. Mais ses capacités d'accueil seront considérablement réduites par rapport à l'existant.

L'hôpital de Saclay serait couplé à des structures de proximité, dont le volume, tel qu'annoncé aujourd'hui, serait insuffisant pour assumer la différence. Et qui dit capacités réduites dit moins de personnels. Qui plus est, ces centres locaux pourraient être ouverts au privé qui, s'il n'est pas encadré, ne permettra plus à tout le monde d'accéder aux soins. C'est un vrai danger sur

la politique publique de santé qui se profile. Et en attendant 2024 ? Pensez-vous que les trois hôpitaux actuels seront modernisés, ou peu à peu dégradés ? Quand seront annoncées les premières suppressions de services médicaux ou chirurgicaux ?

Pour agir pour un système de santé global (médecine de ville, médecine et chirurgie hospitalières) proche des besoins des habitants, signez la pétition sur :

<https://www.change.org/p/non-à-la-fermeture-des-hôpitaux-à-juvisy-longjumeau-et-orsay>

Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est-il utile ?

L'impôt sert l'intérêt collectif. Il se concrétise, pour le plus grand nombre, par la santé, l'enseignement, la culture, les transports... La privatisation favorise l'intérêt privé et individuel contre l'intérêt collectif. Actuellement, vous versez l'argent de vos impôts au Trésor public suivant votre déclaration. L'argent va de chez vous aux services fiscaux. Avec le prélèvement à la source il sera retiré de votre salaire ou pension, restera chez votre patron ou caisse de retraite. Examinons cela de près. Votre patron ou votre caisse de retraite retiendra l'argent de vos impôts et devra le verser aux services fiscaux. C'est là où ça ne va pas. L'argent retenu fructifiera sur le compte de l'entreprise où vous travaillez ou de votre caisse de retraite et non plus sur votre compte épargne. Dans les deux cas la manne financière sera récupérée par le patronat et les caisses de retraite. Celle-ci n'ira pas à l'intérêt collectif mais à l'intérêt privé.

Chantage aux licenciements : dans la décennie 1950, Citroën menaçait de licencier si on le contraignait à verser les cotisations à la Sécurité Sociale. Les gouvernants de l'époque ont abdicqué et Citroën n'a pas payé. Qu'est ce qui nous garantit que demain le patronat ne recourra pas à ce chantage ? Ce seront des recettes manquantes pour la collectivité nationale.

Les petites entreprises et employeurs indépendants : ces structures n'ont pas les mêmes moyens que celles adhérentes au MEDEF. Pourront-elles supporter les changements de gestion de la paie et assurer le suivi avec les services fiscaux ?

Citoyennes et citoyens responsables : le prélèvement à la source nous dépossède de notre responsabilité déclarative de revenus ! L'employeur pourrait avoir accès à des renseignements concernant notre vie privée.

Rédacteurs : A. Troalen (Les Ulis), A. Labarthe, L. Schwartz (Bures), G. Laumosne (Orsay)

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

Parti communiste français : 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris - Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr

PCF - Section Yvette-CEA - 23 avenue de Lattre de Tassigny, 91400 Orsay

L'Humanité de l'Yvette

Le journal des Communistes de la Vallée de l'Yvette



Vers les élections législatives et présidentielles



Les mois précédant l'élection présidentielle défilent. L'activité politico-médiatique est intense, faite de petites phrases, les bouleversements apparents d'équilibres politiques sont nombreux et encore à venir. François Fillon a été désigné candidat de la droite et du centre (article écrit le 03/02/2017) alors que personne n'aurait misé sur lui auparavant. Le président sortant François Hollande ne défendra pas son bilan lors de la prochaine élection présidentielle, fait sans précédent dans notre République. Il aura passé son mandat à ne pas tenir ses engagements de campagne, divisant profondément toutes les gauches et particulièrement le PS engagé dans une primaire incertaine. Les médias portent E. Macron, jeune candidat aux vieilles recettes.



Le PCF a depuis des mois initié localement et nationalement des démarches de rassemblement des forces de la gauche alternative, des socialistes déçus

du gouvernement, jusqu'aux écologistes. L'objectif était et demeure de proposer des candidats unitaires aux élections législatives et présidentielle, répondant aux attentes des électeurs de gauche et prolongeant le rassemblement formidable qui a eu lieu contre la loi (prétendument) travail. Cela n'a pas réussi à ce jour et les forces de gauche se morcellent en multipliant candidatures et primaires.

En l'absence de grand rassemblement national sur des contenus progressistes, les communistes poursuivent leur démarche. Au niveau local, aux élections législatives ils proposent la candidature d'Annick Le-Poul, conseillère municipale des Ulis, active dans le monde associatif et qui porte haut les exigences et valeurs progressistes et humanistes. Pour les présidentielles, nous appelons à voter pour Jean-Luc Mélenchon, candidat le plus à même de porter une voix forte de la gauche alternative en France.

Gabriel Laumosne, secrétaire de la section Yvette du PCF

Il ne faut pas céder au fatalisme : une politique véritablement de gauche est possible. Alors il est temps d'entrer en campagne. Agissons ensemble au plus près de nos concitoyens !

Hôpital d'Orsay et projet médical 2024 : copie à revoir !

Un dossier a été déposé pour transférer notre hôpital d'Orsay sur le plateau de Saclay. Si le projet aboutit, comment serons-nous soignés à l'avenir ? Si un hôpital sur le plateau n'est pas si loin du centre-ville d'Orsay, l'hôpital dans sa situation actuelle apporte dynamisme et activité aux commerçants d'Orsay avec son millier de personnels y travaillant quotidiennement.

Bien que proche d'un carrefour de transports, l'accessibilité au futur hôpital pose aussi question. La N118 est bien souvent bouchée ainsi que les canaux connexes permettant d'accéder au plateau. Le métro que l'on nous promet manque à l'heure actuelle de financements. Et enfin, le dimensionnement du futur hôpital concentre l'attention. Il doit regrouper les structures de Juvisy, Longjumeau

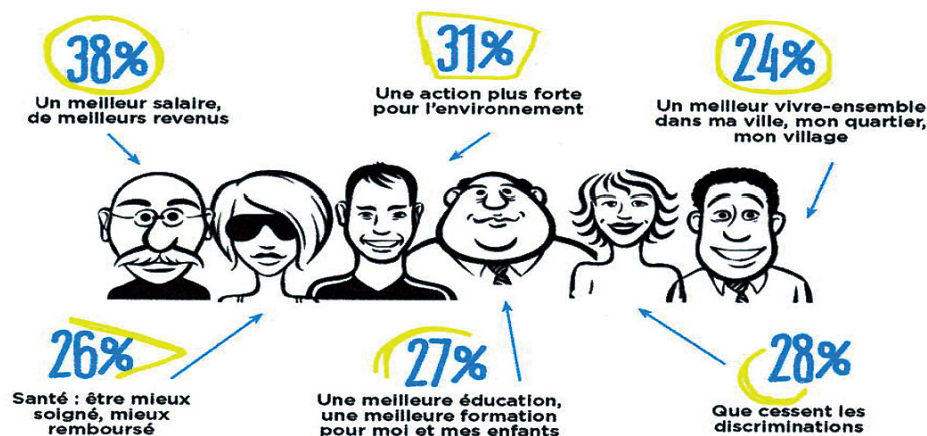
Suite page 4

**QUE DEMANDE LE PEUPLE :
DES OBJECTIFS NATIONAUX ET LOCAUX
EN SOUTIEN AUX POPULATIONS DE LA CIRCONSCRIPTION.**

65 000 questionnaires dépouillés !

QUE DEMANDE LE PEUPLE : *Les résultats*

CE QUI VOUS PRÉOCCUPE



Développement des transports en commun de proximité.
Rénovation du RER B.
Développement des transports décarbonés.

Protection de l'agriculture familiale.
Soutien aux circuits d'approvisionnement courts.

SMIC brut mensuel à 1700 € (+16%)
Partage du travail par la réduction du temps de travail.
Donner du travail aux jeunes par le retour à la retraite à 60 ans.
Égalité de salaires et de carrières femme/homme.
Lutte contre les discriminations à l'embauche
Application du droit au logement (loi Dalo).

Contrôle démocratique sur les très grands projets tels l'aménagement du plateau de Saclay.

Pour un grand service public de l'eau : création d'une régie publique de l'eau sur la CPS (Communauté Paris-Saclay)

À compter du 1^{er} janvier 2020 les agglomérations auront en charge d'organiser le service de distribution de l'eau potable aux habitants et de gérer les réseaux de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. Pourquoi la CPS ne gèrerait-elle pas elle-même cette compétence dans le cadre d'une régie publique ?

Privilégier la rente de situation des multinationales en prolongeant les DSP (délégations de services

publics) ou privilégier une nouvelle donne économique, démocratique et environnementale en construisant la régie publique : tel est l'enjeu du débat qui doit être un débat citoyen à mille voix. Les communistes du territoire sont décidés à y participer pleinement. **Et vous ?**



**Faites un don à la presse indépendante des puissances d'argent,
faites un don L'Humanité !**

Comment ?

Pour faire un don à L'Humanité rendez vous sur le site :
<https://www.donspep.caissesdesdepots.fr/?journal=huma>

Discriminations LGBT* : il reste beaucoup à faire.



Grande thématique du candidat Hollande, mais le président n'aura assuré que le strict minimum et peu tenu ses engagements. Après des mois de débats aux relents d'homophobie exacerbés, nous avons obtenu le vote d'une loi sur le mariage pour les couples de même sexe. C'est un progrès indéniable pour les droits des personnes LGBT. C'est bien loin d'être suffisant pour combler les incroyables inégalités qui subsistent entre les personnes hétérosexuelles et les autres. Les études parlent d'elles-mêmes : un jeune homosexuel en France a quatre fois plus de risques de se suicider. Il reste plein d'avancées à acquérir pour que les discriminations institutionnelles cessent et que les mentalités continuent à changer. Nous militons notamment pour l'ouverture de la PMA** pour toutes les femmes et trans., pour le changement des protocoles de transition hommes-femmes et pour l'application effective des lois existant sur les discriminations, qu'elles portent sur les discriminations hommes-femmes ou sur les discriminations LGBT.

*LGBT: Lesbiennes, Gays, Bisexuels, ** PMA : Procréation Médicalement Assistée

Brèves

Armement nucléaire : retour à la guerre froide ?

Alors que les États-Unis et la Russie augmentent leurs forces de frappe nucléaires, la France a opposé son veto à l'ONU sur un vote concernant le désarmement nucléaire. Dans le même temps, les crédits de notre pays concernant l'armement nucléaire national sont en hausse. N'y a-t-il pas de décision plus urgente à prendre pour nos concitoyens, alors que les conditions de vie dans notre pays se dégradent ? Ne doit-on pas s'interroger sur

la pertinence de l'arme nucléaire dans le monde actuel ? Dans quel monde nos dirigeants veulent-ils évoluer ?

Arabie saoudite : le fouet pour traiter les relations sociales

Des dizaines de travailleurs étrangers ont été condamnés à de la prison et à 300 coups de fouets pour troubles à l'ordre public lors de manifestations contre le non-paiement de leur salaire par le groupe saoudien Ben Laden (Agence de Presse, début 2017)